

# Protection des battures de Beauport: un enjeu électoral incontournable!

Patrick Albert, Beauport

Le Soleil, 18 août 2021, section Point de vue



**En juillet dernier, pour des raisons environnementales, les instances fédérales ont rejeté le projet insensé de construction du terminal de conteneurs Laurentia dans le secteur Beauport du Port de Québec. Toutefois, la décision ne concernait que ce projet et n'empêchait pas le Port d'élaborer de nouvelles propositions.**

Pour les électeurs de Beauport-Limoilou qui veulent transformer leur quartier, améliorer leur qualité de vie et augmenter les points d'accès au fleuve, il est illusoire d'attendre de nouvelles propositions crédibles et respectueuses du milieu de la part de l'APQ. L'histoire des battures de Beauport est en effet marquée par des remblaiements successifs détruisant la nature.

On n'a qu'à penser à la construction de l'autoroute Dufferin-Montmorency, dont la transformation espérée en boulevard urbain serait un gain majeur pour toute la population de Québec. Mais se souvient-on qu'Environnement Canada avait recommandé, en 1978, lors des consultations du BAPE concernant cette autoroute, que soit préparé un plan de développement et de protection du littoral du fleuve Saint-Laurent pour les battures de Beauport? L'objectif était alors de donner à ce secteur le statut de parc afin de lui offrir la protection la plus intégrale possible; c'est encore plus pertinent aujourd'hui!

Malheureusement, depuis ce rapport, rien n'a encore été fait pour y donner suite. Dans le contexte électoral actuel, la protection des battures de Beauport doit être un enjeu de premier plan pour la région, afin de faire entendre raison une bonne fois pour toutes aux irréductibles promoteurs de la dénature et ainsi préserver et mettre en valeur le plus majestueux plan d'eau de la région.

Citons Régis Labeaume. En 2013, il prit la défense des citoyens des Jardins Mérici s'opposant à la construction de silos pour granules de bois au Port de Québec: «La tendance en urbanisme en Occident depuis des années, c'est de libérer le bord de l'eau. J'ai eu de longues discussions avec les maires de Chicago et de Toronto sur les difficultés qu'ils ont eues à le faire, mais ils l'ont fait. Les maires de ces grandes villes-là ont libéré le bord de l'eau, ont convaincu les industries d'aller s'établir ailleurs, parce qu'un bord de l'eau libéré, ça décuple l'attraction d'une ville.»

Le temps est venu pour que politiciens et aspirants politiciens répondent aux aspirations de leurs commettants, qui rêvent depuis trop longtemps d'un plan d'eau régional digne d'une ville inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO.